
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 7 (1979)

DOI: 10.11588/fr.1979.0.49876

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

cas concrets très significatifs et une démonstration limpide, sans autre parti pris qu'un libéralisme de bon aloi. La conclusion, qui tire argument de la résistance croissante de la population au gouvernement nazi pour mettre en doute le caractère »inévitabile« de sa prise de pouvoir ultérieure) ressemble malheureusement à une pétition de principe!

Louis DUPEUX, Strasbourg

Staat und NSDAP 1930–1932, Quellen zur Ära Brüning. Eingeleitet von Gerhard SCHULZ, bearbeitet von Ilse MAURER und Udo WENGST, Düsseldorf (Droste) 1977, LXXXIX–350 p. (Quellen zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien. Dritte Reihe. Die Weimarer Republik).

Ce recueil de documents d'archives analyse la réaction des autorités locales et fédérales face à la montée du national-socialisme (un prochain volume sera consacré à l'économie et à la politique économique pendant cette même période capitale). Pas de »révélations«, mais un choix particulièrement suggestif et net de rapports élaborés au niveau du Reich ou de la Prusse, des comptes rendus de délibérations ministérielles, des arrêtés ou ordonnances, quelques lettres, le tout provenant, pour l'essentiel, de la Chancellerie ou du ministère de l'Intérieur du Reich, du ministère de la Justice de Prusse, ainsi que des riches *Nachlässe* Groener et Schleicher.

L'introduction – fort dense – de G. Schulz présente les moyens d'action officiels, résume l'évolution générale et propose une réflexion d'ensemble sur les problèmes posés à l'Etat fédéral libéral par la montée des extrémismes. L'examen de la »politique des fonctionnaires« pratiquée par »l'Etat des partis« permet en particulier de rappeler la distinction fondamentale entre adhésion morale (*Bekanntnis*) et participation (*Betätigung*, interdite) aux activités de groupes extrémistes. Schulz souligne aussi la faiblesse des moyens dont disposait la République face au problème posé par l'accession des nationaux-socialistes aux responsabilités gouvernementales locales (cas de Frick en Thuringe) . . .

Les Documents eux-mêmes, remarquablement choisis, illustrent un décalage très net entre le Reich et les Länder: Prusse de Braun et Severing, mais aussi et surtout Etats du Sud, en particulier Pays de Bade . . . Tout en gardant les yeux fixés sur le péril communiste, le gouvernement prussien pousse le Reich à l'adoption de mesures rigoureuses vis à vis du parti de Hitler. Et pourtant, il sous-estime le danger, au moins jusqu'à la fin de 1931. Il croit plus en la valeur de mesures d'intimidation qu'en celle d'une interdiction générale de la S. A.

La politique du Reich est, au départ, lucide – sans d'ailleurs bien distinguer entre hitlérisme et radicalisme »strasserien« ou »national-bolcheviste«. Mais elle perd bientôt toute »transparence«, surtout après la déclaration de légalité de Hitler au Procès de Leipzig. Excès de juridisme?: s'il est patent que Brüning ne s'abuse pas sur la valeur de la parole de Hitler ni sur le caractère subversif de son mouvement, il reste que les documents attestent du trouble jeté jusqu'au plus haut niveau par ladite déclaration – et plus encore par les tractations en vue de

la réélection du Président du Reich. Le parti nazi est-il légal ou non? Voilà ce que voudraient voir juridiquement déterminé nombre d'autorités, à commencer par le ministre de la Reichswehr, dont le titulaire va bientôt assumer aussi l'Intérieur.

On peut juger ici sur pièces, et de l'extrême habileté de Hitler, et d'une certaine naïveté de Groener et surtout de la suffisance de Schleicher. Ce dernier rêve en particulier d'utiliser le mouvement national-socialiste pour »faire avancer nombre de lois restées jusqu'ici en rade (contre la haute-trahison, le dénigrement de l'Etat, la profanation du Théâtre et du Cinéma, la corruption de jeunesse et des écoles)« . . . Il est vrai que Groener et Schleicher s'estiment en mesure d'écraser tout soulèvement. Mais ils distinguent couramment entre le nationalisme »légaliste« de Hitler et l'agitation d'éléments qui »appartiennent au fond du cœur aux communistes« (!). Ils ouvrent la porte du *Grenzschutz* aux SA »à titre individuel«, puis celle de la Wehrmacht elle-même aux membres d'associations ou partis qu'on ne saurait juger aux »déraillements de quelques chefs . . .« Quand enfin, avec la candidature de Hitler aux élections présidentielles, Groener envisage de dissoudre les S. A., il songe d'abord à les récupérer pour le »sport militaire«. Le Pays de Bade, quant à lui, demande depuis longtemps leur »élimination pure et simple« . . .

Il faut sans doute regretter que le volume s'achève si brusquement, sur deux documents de l'époque Papen. Du moins l'un de ces documents met-il parfaitement en valeur l'hypocrisie de Papen ainsi que, d'autre part, la ferme détermination des Etats du Sud. Le Président du Conseil de Bavière, Held, parle d'une »gifle à 19 millions d'Allemands« à propos du projet d'annulation de l'interdiction des S. A. »Annulez«, dit-il à Papen. »Je répondrai immédiatement par l'interdiction de toutes les organisations militaires. On verra si vous avez la force de m'en empêcher!« Mais que pouvait la seule Allemagne du Sud, après la capitulation prussienne?

Louis DUPEUX, Strasbourg

Pierre AYÇOBERRY, *La question nazie. Essai sur les interprétations du national-socialisme (1922-1975)*, Paris (Éditions du Seuil) 1979, 318 S. (Collection Points, 39).

Mit dem hier anzuzeigenden Taschenbuchband hat sich P. Ayçoberry, Professor à l'Université de Strasbourg, der bereits 1968 mit einem schmalen Band »L'unité allemande« (Collection »Que sais-je?«) auf sich aufmerksam machte und als Thèse eine »Histoire sociale de la ville de Cologne« (Presses universitaires de Lille III) verfaßte, als ein profunder Kenner der jüngsten Geschichte Deutschlands erwiesen, von dem noch Bedeutendes zu erwarten sein dürfte. Der bescheiden als »essai« bezeichnete Taschenbuchband enthält die umfassendste Bestandsaufnahme der (im weiten Sinne) wissenschaftlichen Deutungen des Nationalsozialismus und ist damit zugleich eine geistesgeschichtliche Studie über einen wesentlichen Teil der deutschen und europäischen Geschichte eines halben Jahrhun-